

*Accise—Loi*

l'attente d'une hausse du taux d'inflation commence à se généraliser dans le pays. Par comparaison avec ce qu'ils pensaient il y a un an ou deux, les Canadiens croient que l'inflation est à la hausse. Dans les articles et les analyses que les médias ont publiés au sujet de cette question, j'ai remarqué que beaucoup d'experts estiment que la poussée inflationniste actuelle a été amorcée par les augmentations de taxes adoptées par le gouvernement fédéral.

L'augmentation actuellement en discussion, contre laquelle l'opposition officielle s'oppose, est autre chose que les augmentations d'impôt sur le revenu que le contribuable voit retirer de ses revenus ou pour lesquels il emprunte afin de pouvoir les acquitter. Il s'agit ici d'une taxe qui est perçue chaque jour des consommateurs canadiens quand ils achètent des articles de première nécessité, des matériaux de construction, des boissons alcooliques et du tabac.

J'aimerais dire quelques mots sur ce qui concerne en particulier les augmentations de taxes frappant l'alcool et le tabac. Sous les gouvernements aussi bien libéraux, je le reconnais, que conservateurs, au fil des ans l'alcool et le tabac ont été considérés comme des produits imposables pour ainsi dire à merci. Mais, en fait, il y a probablement une interaction entre l'augmentation des impôts et la réduction marginale de la consommation. On pourrait dire, au moins pour ce qui concerne le tabac, qu'en augmentant les taxes sur le tabac le gouvernement peut soutenir qu'il rend service aux Canadiens parce qu'il leur facilite la tâche de cesser de fumer.

Mais la médaille a son revers, et il m'est d'autant plus facile d'en faire état que je ne fume pas et que je suis partisan d'une réduction de la consommation du tabac dans la société canadienne. Les Canadiens commencent à soupçonner que le gouvernement est trop intéressé au tabac, à cause des recettes qu'il en tire, pour s'attaquer sérieusement à ce problème, pour essayer d'en réduire la consommation.

*[Français]*

J'attire votre attention, monsieur le Président, sur les chiffres donnés par le gouvernement même au moment de la présentation du Budget, quand il a reconnu que l'augmentation proposée dans ce Budget, seulement dans ce Budget, mène à un revenu additionnel pour le gouvernement de 125 millions de dollars pour l'année en cours, et pour l'année 1990, à une augmentation de revenu pour le gouvernement de 150 millions de dollars.

Monsieur le Président, il s'agit de chiffres très élevés et il faut les comparer à l'annonce faite dernièrement par le gouvernement de son programme de publicité pour réduire le nombre de fumeurs alors qu'il va dépenser dans l'année en cours un million de dollars pour une campagne de publicité visant à diminuer la consommation de tabac dans la société.

*[Traduction]*

Le gouvernement a consacré un million de dollars à une campagne visant à décourager les fumeurs, et les recettes supplémentaires provenant de l'augmentation des taxes sur le tabac sont de l'ordre d'environ 125 millions de dollars pour l'année en cours. Les gens comparent ces chiffres et ils doivent se demander si le gouvernement veut qu'on continue à fumer afin d'en tirer des recettes supplémentaires ou bien s'il veut décourager les fumeurs. Je voudrais que le gouvernement amplifie la campagne d'information sur les dangers du tabac.

Il ne suffit pas d'imposer les fumeurs de plus de 100 millions de dollars en taxes supplémentaires et de dépenser un million pour essayer d'empêcher les gens de fumer ou les informer des risques du tabac.

• (1140)

Bien que le nombre de fumeurs ait tendance à diminuer dans la société canadienne, des statistiques récentes particulièrement alarmantes montrent que les jeunes canadiennes fument de plus en plus. Tous les ans un plus grand nombre de jeunes filles dans la société canadienne se mettent à fumer et augmentent leur consommation de tabac. Il est décourageant de constater que, alors que le mouvement pour l'égalité des femmes et des hommes dans la société est de plus en plus couronné de succès et que les femmes commencent à avoir des chances égales pour les perspectives d'avenir dans la société canadienne, un des domaines où elles ont malheureusement également atteint l'égalité est l'usage du tabac. C'est particulièrement alarmant parce qu'il est très mauvais que des jeunes femmes fument lorsqu'elles sont enceintes, et je veux attirer l'attention de la Chambre sur cette question importante. Il est reconnu que les femmes qui fument pendant leur grossesse nuisent non seulement à leur santé, mais aussi à celle du fœtus.

A mon avis, le gouvernement ne doit pas se contenter d'augmenter les taxes sur le tabac de 125 millions de dollars pour l'année en cours et de consacrer un million à une campagne générale visant à informer le public sur les dangers du tabac. Je pense qu'il doit faire bien plus. Il est décevant de voir le gouvernement procéder de cette façon pour ceux d'entre nous qui savent que le coût social du tabac dépasse de loin les recettes qu'en retire le gouvernement.

Cette augmentation des taxes va engendrer une réduction marginale du nombre de fumeurs et de la quantité que ceux-ci fument. Elle n'aura que très peu de répercussions sur le groupe visé dont je vous ai parlé, et pour lequel le gouvernement fédéral devrait faire quelque chose.

**Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au sujet du projet de loi C-14 visant à hausser les taxes d'accise. Je tiens à signaler les nombreuses faiblesses de ce projet de loi et, de façon plus générale, des projets du gouvernement en matière fiscale. Il faut replacer les taxes d'accise dans le contexte global des impôts que doivent payer les Canadiens et voir le rôle croissant qu'elles jouent.

On peut lire dans le plan financier pour 1986-1987 qu'a publié le ministère des Finances que l'impôt direct des particuliers totalise 37,7 milliards de dollars, l'impôt direct des sociétés 11,7 milliards, les cotisations d'assurance-chômage 9 milliards, la taxe de vente 11,7 milliards, les droits de douane 4,2 milliards et diverses taxes de toutes catégories 6,8 milliards. Le gouvernement réussit aussi à recueillir quelque 5,7 milliards de dollars en recettes non fiscales.

Si l'on examine ces données, on se rend compte que l'impôt direct des particuliers est plutôt élevé et que l'impôt direct des sociétés est en fait légèrement inférieur aux recettes provenant de la taxe de vente. C'est inquiétant. Nous savons que 79 000 sociétés canadiennes rentables ne paient pas un sou d'impôt. Si le gouvernement veut hausser les impôts, c'est par là qu'il